La bombe H, menace pour l'humanité !

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Cinquante-sixième année. — N° 407
JEUDI 2 DECEMBRE 1954
HEBDOMADAIRE. — Le N° : 20 Frs

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
REDACTION-ADMINISTRATION : 145, quai de Valmy, Paris (10e)
C.C.P. R. JOULIN, PARIS 5561.76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 52 nos : 1.000 fr.
26 nos : 500 fr. ; 13 nos : 250 fr.
AUTRES PAYS : 52 nos : 1.250 fr.
26 nos : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Le physicien Charles-Noël MARTIN lance un cri d'alarme

A la suite de savants aussi qualifiés qu'Einstein, Compton, Sir G. Thomson, prix Nobel, et bien d'autres, l'éminent physicien français Charles-Noël MARTIN, collaborateur de Louis de Broglie, spécialiste de la mécanique ondulatoire, vient dans une sensationnelle communication à l'Académie des Sciences de tirer la sonnette d'alarme :

« *Les conséquences de la bombe « H » sont considérables pour l'homme et pour le climat. C'est proprement tout l'avenir de la race humaine qui est en jeu.*

... « *Chaque bombe « H » correspond à 1.000 ou 2.000 bombes atomiques qui exploseraient simultanément.*

... « *On joue donc avec des effets qui ne nous sont pas parfaitement connus et l'énergie libérée est tellement considérable qu'elle intéresse une partie importante de la planète.* »

... « *Le champignon dégagé par l'explosion de la bombe rejette un milliard de tonnes de matières jusqu'à une altitude de 40 km. si l'explosion se fait au sol.* »

...« *Tout dernièrement une statistique a été faite aux Etats-Unis sur les conséquences génétiques de l'explosion. 2.000 cas caractéristiques ont été étudiés, sur ces 2.000 cas, on a relevé un très fort pourcentage de personnes qui ont ressenti des troubles. Il est intéressant de noter à ce propos que dans 5.600 ans les effets de la bombe « H » peuvent encore se faire ressentir sur l'écorce terrestre.* »

... « *Dans ce domaine encore mal connu il semble qu'une variation même légère du taux de rayonnement naturel ambiant entraînera à long terme des effets génétiques importants et irréversibles. Des précédents expérimentaux paraissent d'ores et déjà acquis.* »

... « *La complexité des phénomènes physiques mis en jeu lors d'une explo-*

(JEAN-LOUIS).

(*Suite page 2, col. 3.*)

La vérité sur les événements d'Algérie

LE "LOYALISME" DE LA POPULATION

VENDREDI 26, à 8 h. du matin, les mouvements de population de l'Aurès vers les « zones de sécurité » devaient être terminées. C'est après ce délai que devait se déclencher le « malheur terrifiant » annoncé par le tract que nous avons reproduit dans notre dernier numéro.

D'autres délais, plus courts, avaient d'abord été fixés. Les reculs des autorités n'ont qu'une raison : l'échec flagrant des mesures d'intimidation. En effet, le tract avait été lancé sur l'Aurès samedi 20 et le lundi 22 au soir, deux douars seulement, soit 18.000 habitants, étaient venus se placer sous « la protection des autorités ».

Le loyalisme des populations dont parlent tant les officiels n'est donc qu'un mensonge grossier du gouvernement.

Un autre fait le prouve : des journalistes venaient enquêter à Tizi Renif au sujet du lynchage des « hors la loi » par la population loyale : les journalistes se sont retrouvés arrêtés à la gendarmerie ! Ces populations « loyales », que même les journalistes ne peuvent voir, sont donc imaginées de toutes pièces.

Par contre, ce qui est vrai, c'est le caractère *insurrectionnel* du soulèvement ; couvre-feu à Batna et dans la région à 9 heures le soir (des habitants ont été descendus, dont deux simples d'esprit qui cherchaient à se loger), les trains de nuit sont supprimés sur tout le territoire, des colonnes militaires sont attaquées (une colonne de Sahariens à Kangat Sidi Nadji), des trains déraillent (un train de phosphates entre Bône et Souk Ahras), les « forces de l'ordre » sont contraintes d'utiliser l'artillerie (une grosse ferme est attaquée près de Souk Ahras à la grenade et au canon, les canons de 105 tirent sur des mechtas — gros rassemblements de fermes — qui ne se sont pas associés aux témoignages de loyalisme, afin de les *intimider*, avoue la presse d'Alger.

LES GROS COLONS VEULENT LA TERREUR

LAGUIERE, président de l'Assemblée algérienne, émanation de la grosse colonisation, proteste contre le fait que l'Assemblée n'a été informée qu'après coup, qu'elle n'a « jamais été associée aux mesures à prendre » et que, localement, les élus n'ont pas été davantage appelés à donner *un simple avis*. Il ajoute : « des gens sont arrêtés et présentés à l'opinion publique comme des coupables et des chefs. Le lendemain, beaucoup sont relaxés. C'est là une faute... ».

Ainsi les gros colons appellent-ils une répression plus atroce, et ce n'est que leur confiance en Mendès-France qui les fait patienter. Mais ils font pression pour que les forces de l'impérialisme français qui affluent en Algérie soient employées au maximum et au plus vite. C'est ainsi que certains administrateurs mobilisent sur place des milices... en se référant à une loi de 1790 et à une ordonnance de 1847 ! Comme on n'a pas trouvé de volontaires, on mobilise des hommes de dix-huit à soixante ans. Qu'on lise plutôt l'arrêté de l'administrateur Battestini, de la commune mixte du Haut-Sebaou, destiné à créer une psychose de peur propre à une répression raciste impitoyable.

Attendu qu'une attaque à main armée a eu lieu dans le centre d'Azazga contre les bureaux de la C.M. et de la justice de paix ; que la caserne de gendarmerie a été criblée par des projectiles particulièrement nombreux ;

Attendu que les auteurs de ces faits sont à coup sûr des terroristes obéissant à des mots d'ordre politique, destinés à porter atteinte à la sûreté de l'Etat et la souveraineté française ;

Considérant que les coupables sont demeurés inconnus, qu'il échoit d'éviter le retour de pareils attentats.

Arrête :

Article premier. — *Un service provisoire de garde, pour une durée de un mois, est institué dans la commune mixte du Haut-Sébaou et les centres municipaux.*

Art. 2. — *Ledit service de garde et de patrouille sera assuré par tous les individus valides âgés de dix-huit à soixante ans, sans distinction de race ou de nationalité.*

Art. 3. — *Les personnes astreintes à ce service seront préalablement inscrites sur un contrôle, dans l'ordre de leur inscription, celles-ci devront prendre la garde, notamment pendant la nuit, aux postes et heures qui leur seront fixés.*

Art. 4. — *Le service de garde et de patrouille fonctionnera sous la direction et la surveillance des administrateurs adjoints spéciaux, présidents de centre et caïds.*

Art. 5. — *Les postes de garde seront répartis tous les jours suivant les besoins du service, par l'administrateur ou le représentant municipal des collectivités.*

Art. 6. — *Les chefs d'unité ou sections municipales, le service de gendarmerie, les cavaliers et gardes champêtres sont chargés de l'exécution immédiate du présent arrêté.*

Azazga, le 5 novembre 1954.

L'administrateur :
BATTESTINI.

Du côté gouvernemental, Mitterrand a indiqué qu'au besoin « les forces de l'O.T.A.N. seraient utilisées », l'Algérie étant comprise dans le Pacte Atlantique.

Mitterand, qui a pris l'avion vendredi 26 pour l'Algérie, est allé se rendre compte sur place de la situation : le résultat sera sans doute l'utilisation de nouveaux moyens de terreur contre les « hors la loi ».

FONTENIS.

(*Suite page 2, col. 1.*)

Alors qu'on se bat en Tunisie et au Maroc

Pour la première fois le nouveau ministère des « Affaires marocaines et tunisiennes » présentait son budget à l'Assemblée Nationale le lundi 23 novembre à 15 heures.

Malgré la gravité des événements dans ces deux pays, 40 députés étaient présents ! L'un d'eux, constatant que le quorum n'était pas atteint, demandait le renvoi de la séance. Le président (Mercier, du P.C.F.) répondit gravement : « Le bureau ne peut être appelé à constater le nombre des présents que sur demande signée par au moins cent députés dont la présence est constatée par appel nominal ».

En somme pour renvoyer la séance, il faut que 100 députés constatent qu'il n'y en a que 40 de présents !

Croyez-vous que cette maison sert à quelque chose ?

Oui, elle sert à démontrer que seule l'action de masse de la classe ouvrière peut obtenir satisfaction en toute chose.

Un manifeste des communistes libertaires japonais à propos de la bombe atomique

Après avoir rappelé les drames horribles d'Hiroshima et de Nagasaki, les accidents survenus aux cours des dernières expériences et les difficultés de ravitaillement qui ont suivi (Le poisson qui constitue la principale nourriture du peuple japonais étant contaminé), nos camarades publient ce manifeste :

- **s'élève contre la méconnaissance par les Etats-Unis des lois internationales de l'expérimentation et de la simple humanité.**
- **dénonce la collusion du gouvernement bourgeois japonais avec le capitalisme américain.**
- **condamne l'impérialisme des deux blocs Russe et Américain.**
- **appelle les travailleurs de la terre et des usines du monde entier à s'unir pour renverser leurs exploiteurs et construire ensemble la société Communiste Libertaire, afin que les progrès scientifiques servent à la paix et au bonheur du genre humain. La révolution étant le seul moyen d'écarter définitivement la misère et la guerre.**

(D'après le journal **Jiyu Shimin** de nos camarades japonais.)

AU MAROC *Un défi au peuple opprimé*

AU moment où le peuple marocain lutte contre le colonialisme, à la veille même d'une grève de trois jours des ouvriers marocains, le gouvernement Mendès-France a fait célébrer à Rabat et à Casablanca le centenaire de la naissance du Maréchal Lyautey. Ce fut l'occasion de faire défiler les troupes d'occupation.

La presse n'a pas manqué de rappeler que le nom de Lyautey signifie Tonkin, Madagascar, Algérie, Maroc, c'est-à-dire ces conquêtes coloniales condamnées tant de fois à cette époque par tout le mouvement ouvrier français. Il fut nommé grand dictateur du Maroc en 1912 au moment du soulèvement de Fez, évidemment.

Le Maréchal Lyautey avait une haine de la classe ouvrière qui continuait celle de Galiffet contre la Commune de Paris.

La presse a même osé rappeler son discours à Rabat le 26 mai 1921. C'était au moment où une grandiose vague révolutionnaire secouait l'Europe et le Monde, de Buenos-Ayres à Zurich, de Barcelone à Vienne. « Ce que je rêve, dit alors Lyautey, c'est que parmi tant de désordres qui ébranlent le monde, il s'élabore au Maroc un édifice solide... Oui, je rêverais que le Maroc apparut comme un des plus solides bastions de l'ordre contre les marées montantes de l'anarchie ».

Voilà donc ce que commémorait en Lyautey le gouvernement Mendès; l'Ordre, celui de juin 1848, celui de la Commune.

Lyautey était célèbre pour son mépris de la maigre démocratie qui existe en France. Ministre de la guerre au moment de la lourde défaite d'avril 1917, il répondit aux interpellations à la Chambre des Députés d'une manière simple : « Je vous dis MERDE », et il repartit au Maroc !

Quand M. Mendès-France fait célébrer l'anniversaire d'un tel homme, il lance un défi aux peuples opprimés et à la classe ouvrière.

Quand le « Populaire » et « l'Humanité » se taisent sur la signification de cet anniversaire, c'est qu'ils sont bien liés à Mendès-France.

Cela veut dire que les travailleurs n'ont à compter que sur eux-mêmes et non pas sur les profiteurs du mouvement ouvrier.

Des salauds !

MESSALI HADJ indésirable en Vendée

DECLARE LE CONSEIL GENERAL DU DEPARTEMENT

La Roche-sur-Yon, 25 novembre. — *Au cours de la session extraordinaire qu'il tient actuellement, le Conseil général de la Vendée a adopté, à l'unanimité, un vœu priant le gouvernement « de bien vouloir envisager une assignation à résidence hors du département pour le leader algérien Messali Hadj, sujet indésirable en Vendée, et plus particulièrement aux Sables-d'Olonne ».*

8 MAI 1945 SETIF

IL y a un peu plus de neuf ans, au mois de mai 1945, 45.000 Algériens — en saurons-nous jamais le nombre exact ? — étaient assassinés dans la région de Sétif. Il nous semble nécessaire de le rappeler aujourd'hui alors qu'une semblable répression s'abat sur l'Aurès. La presse bourgeoise a reparlé ces jours-ci de ces événements en essayant maladroitement de dire que finalement on avait beaucoup exagéré.

Pourtant les preuves sont formelles :

En mai 1945 l'Arabe était abattu froidement sans autre crime que celui d'être un Arabe, par des hommes qui n'ont pas été inquiétés jusqu'ici, quand ils n'ont pas été décorés ou promus à l'avancement. Le « bicot » a servi de cible amusante à de jeunes dégénérés qui, jusque-là, n'avaient jamais tenu de fusil entre les mains.

Les fours d'Héliopolis ont montré aux Algériens qui n'avaient pas connu Dachau, ce qu'est un four crématoire. Des êtres humains ont été jetés vivants dans des concasseuses de pierres, précipités dans les abîmes des gorges de Kerrata, ou du haut des falaises qui surplombent la mer entre Djidjelli et Bougie.

Des femmes ont été violées devant leurs époux, des jeunes filles devant leurs pères. Des bébés sont morts de faim parce que la maman ne pouvait pas quitter la maison pour leur apporter un peu de lait.

Les morts restaient sans sépulture. Il y en avait trop. Et puis, le temps perdu à l'accomplissement d'une opération aussi « fastidieuse » pouvait être mieux utilisé à « en descendre d'autres ».

On était tué comme ça... Pour rien ! Il suffisait d'être un Arabe, de près ou de loin : porter le burnous ou le veston, la chéchia ou le béret, la moustache ou la lèvre rasée, cela importait peu. Il suffisait d'avoir le teint bronzé, les cheveux frisés, ou simplement un prénom arabe. Quelques rares Algériens, qui se croyaient définitivement « assimilés », qui ne se sentaient plus aucun lien avec ce peuple qu'ils avaient renié, furent « alignés » au même titre que les autres.

Et pour laisser à l'histoire un témoignage irrécusable, les légionnaires gravèrent dans le roc des gorges de Kerrata, en lettres énormes : « Légion étrangère: 8 mai 1945 ».

Tous les Algériens savent cela. Beaucoup ont perdu un ou plusieurs membres de leur famille dans cette atroce répression.

L'opinion publique française finira-t-elle par le croire ?

Les villages détruits en 1945 ne sont pas encore entièrement reconstruits.

Mendès-France sur le déclin

SON régime — le bluff — a été éphémère. Cet homme d'Etat qu'une publicité tapageuse mais malhabile voulait consacrer « grand » est désormais sur le déclin.

Forcé, en juillet, par les forces du Vietminh, à se libérer du boulet indochinois, la situation internationale cinq mois après n'est pas améliorée, pas plus que celle de France, et le pourrissement du Sud-Vietman nous le démontrerait amplement. L'heure de l'échéance, signe de la décadence, approche et s'étale sur trois dates :

1° 3 DECEMBRE : affaire des fuites, affaire très gênante pour quelques frères ∴. Entre la Grande Loge de France et le Grand-Orient on ne s'adore pas toujours, mais on ne dépasse pas les limites. Mitterrand s'est fait rappeler à l'ordre et il a joué sa place comme un petit maladroit.

2° 10 DECEMBRE : les événements d'Afrique du Nord se compliquent. L'enthousiasme d'une presse servile pour un anéantissement des maquisards de l'Aurès en huit jours a fait place subitement à une réserve prudente. Ce n'est plus de 8 jours, malgré les moyens meurtriers mis en œuvre, mais des mois que l'on parle pour que de nouveau *la paix française règne*. Nos grands stratèges de l'extermination oubliaient seulement que les résistants de l'Aurès, tout comme l'étaient ceux du Vercors, représentent l'expression et l'espoir populaires. Aucun ennemi ne résiste à la volonté du peuple.

3° 14 DECEMBRE : la nouvelle C.E.D. doit être ratifiée, sinon la manne de dollars des commandes off-shore pourrait faire défaut. C'est pour cette raison que Mendès-France s'est rendu aux U.S.A. en visite chez son maître.

DINAN.

(*Suite page 2, col. 5.*)

Un choix qui en dit long...

Comme on vous le dit, nous vous annonçons la nomination de Mlle de Miribel, ex-secrétaire de De Gaulle, jusqu'en 1946, au secrétariat de M. Mendès-France.

Mlle de Miribel, ultra-réactionnaire, issue d'une famille de grands capitalistes, vient de sortir du couvent, sa santé ne lui ayant pas permis de tenir le coup dans le sanctuaire de la mort.

Cette nomination est en elle-même significative, Mendès sait choisir ses employés à son image...

Pour un comité de lutte contre la répression colonialiste

NOTRE appel a été entendu. Nous savions que des hommes courageux se dresseraient contre la répression. Nous savions que des hommes ne resteraient pas insensibles devant la grande misère des populations de l'Aurès qui se trouvent face à face avec l'Impérialisme. L'exemple des événements de mai 1945, dans la région de Sétif, devait être utile pour comprendre toute la férocité d'un colonialisme qui veut *par tous les moyens* conserver ses privilèges. Ceux de l'Aurès savent maintenant jusqu'où peut aller la barbarie militaire. Ceux qui ici « dorment aux creux des lits » ont mauvaise conscience. Leur silence les rend, en partie, responsables du massacre d'hommes qui ont seulement voulu vivre plus heureux.

Voici quelques passages des lettres que nous avons reçues pour nous encourager dans le combat que nous menons, pour protester contre la répression colonialiste.

C'est d'abord, parmi d'autres, un instituteur du Finistère qui nous dit en parlant des enseignants...

« *S'il est exact que nous sommes très sollicités, avouons (avec gêne sans doute) que nous sommes « hors du circuit » de la lutte de chaque jour. Nous restons attachés aux plaisirs humains donc à l'argent.* J'EN AI HONTE POUR MOI-MÊME ET MES SEMBLABLES.

A vrai dire nous ne comptions pas sur ces syndicats (1). La lecture de l' « Ecole libératrice » est significative à ce sujet. On y trouve un pleur de circonstance sur la dépouille de l'instituteur Monnerot et l'annonce de l'envoi d'une commission d'enquête. C'est tout ! Car le S.N.I. « veut parler en pleine connaissance de cause ». On n'a pas confiance en la section syndicale algérienne sans doute ! Ou bien celle-ci n'a pas envoyé de rapport car pour elle, il ne se pose pas de problème (?)...

✱

Le camarade Couget, au nom des syndicats C.N.T. de Grenoble nous envoie un fraternel salut et nous fait parvenir une somme d'argent collectée au cours d'une réunion « pour venir en aide aux camarades arrêtés et pour soutenir *LE LIBERTAIRE* ». Ces camarades nous apportent aussi leur soutien total dans la lutte que nous avons engagée pour l'idéal commun : le Communisme Libertaire.

De nombreux camarades de la C.N.T. de divers syndicats ont fait de même.

Daniel Guérin nous dit : « *Je suis d'accord pour une rencontre en vue de constituer un comité de lutte... J'approuve entièrement le contenu du numéro du* Libertaire *qui a été saisi...* »

✱

Les Comités de Défense Sociale et d'Entraide... « *tiennent à nous faire part de toute leur sympathie et*

M. DONNET.

(*Suite p. 2, col. 5.*)

(1) *Signalons que 75 élèves de l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm, à Paris, ont signé une lettre au ministre de l'Intérieur s'élevant contre la répression en Algérie et demandant la fin de l'état de guerre ainsi que la satisfaction des revendications sociales et politiques des populations d'Algérie.*

DERNIERE HEURE
André MARTY

Nous écrit en nous assurant de son entière solidarité devant les poursuites intentées contre *le Libertaire*, la F.C.L. et ses militants et de son soutien pour notre initiative de Comité de Lutte contre la Répression Colonialiste.

Nous publierons sa lettre dans notre prochain numéro.

Le M.L.N.A. contre l'arbitraire

LE Mouvement Libertaire Nord-Africain condamne les arrestations, perquisitions, saisies arbitraires dont la F.C.L. a été victime à Paris, alors que, dans ses affiches et son journal, elle ne faisait que constater un fait : la révolte des prolétaires algériens surexploités n'a pour cause que 124 ans de spoliations et de brigandage colonialistes.

Il manifeste et développe sa solidarité active à l'égard de l'organisation sœur.

Il souligne à nouveau la communauté de la lutte qui doit unir les travailleurs français aux travailleurs coloniaux, face à l'union des bourgeoisies impérialistes et colonialistes.

Il souligne à toutes les organisations révolutionnaires, syndicalistes, individualités libres que leur passivité et celle de la classe ouvrière française, face aux tentatives d'indépendance des peuples et des travailleurs nord-africains, renforcent le caractère arbitraire de l'Etat impérialiste français au service de la bourgeoisie exploiteuse.

Devant le déchaînement aveugle de la répression en Algérie, le danger qui se précise pour la France, la nécessité de manifester une solidarité active envers les travailleurs algériens et leurs organisations, ainsi qu'envers la F.C.L., il les invite à répondre d'urgence à l'appel paru dans le LIB n° 405 et à constituer un Comité de lutte contre la répression colonialiste, qui prendrait immédiatement l'initiative d'une puissante campagne contre les menées impérialistes.

**LE COMITE NATIONAL
DU MOUVEMENT LIBERTAIRE NORD-AFRICAIN.**

SOUSCRIPTION
pour la campagne anticolonialiste contre la répression

D. Guérin	10.000
Laroche	220
Melet	5.000
Reinbolt	1.000
Plain	1.500
Ledru	1.000
Houchot	1.000
François	2.000
	21.720

L'Inter-Groupe Bâtiment de la F. C. L. est né

Le bâtiment, les Travaux publics, la terrasse sont-ils fichus? Bas salaires pour les horaires, notamment pour les manœuvres, division, manque de combativité et de solidarité dû au travail à tâche, mépris total de l'ouvrier, tels que dans les cas déjà cités par le LIB: Fauquenoy, Laruelle, carrières de Mézières et bien d'autres, racisme envers les camarades nord-ffricains.

Mais tout espoir n'est pas perdu. Déjà des boîtes se réveillent. Des exemples nous parviennent, tel celui de chez Laruelle où de jeunes manœuvres sont entrés de plain-pied dans la lutte ouvrière, soutenus dans leur grève de 8 jours par le groupe F.C.L. du Bâtiment et les ouvriers d'autres chantiers malgré le refus salopard de la part de travailleurs à tâche.

Les amorces de renouveau de combativité ressenties çà et là, nous avons à les amplifier par notre action communiste libertaire pour une augmentation uniforme de 10.000 francs par mois, la suppression du travail à tâche, le retour aux 40 heures payées 48, 1 mois effectif de congés payés, une retraite décente pour les vieux travailleurs, les mêmes droits que les nôtres pour les camarades nord-africains, etc.

Travailleurs du bâtiment, des Travaux publics, des carrières et industries annexes, terrassiers, reprenons la tradition d'action directe. L'Inter-groupe Bâtiment de la F.C.L. vous y appelle. Venez nous rejoindre. Prenez contact avec nos camarades dans les chantiers, les assemblées syndicales, nos réunions. Le groupe de Paris tient ses réunions tous les lundis à 21 h., 79, rue St-Denis (métro Etienne-Marcel). Bientôt nous sortirons périodiquement un bulletin modeste à ses débuts mais qu'il appartiendra à chacun d'améliorer.

L'INTER-GROUPE BATIMENT DE LA F.C.L.

— Adressez la correspondance à Inter-groupe Bâtiment (F.C.L.), 145, quai de Valmy, Paris (10e).

DANS LE LIVRE EN ALSACE

Les ouvriers du livre de Mulhouse et du Bas-Rhin sont en grève.

Les ouvriers du livre revendiquent une augmentation immédiate de 6 % de leurs salaires, suivie d'une autre augmentation de 10 %. Jusqu'à présent, la Chambre patronale ne veut accorder qu'une augmentation de 4,35 % des salaires.

Le Syndicat des relieurs et celui des auxiliaires de l'art graphique ont décidé de se joindre au mouvement.

Les ouvriers d'Alsthom ont obtenu gain de cause

La direction des usines de l'Alsthom a cédé devant la pression des ouvriers en grève.

Dix-huit points particuliers faisant l'objet du cahier de revendications, ont été discutés.

L'essentiel était une demande d'augmentation de salaires ainsi qu'une simplification dans l'établissement des bulletins de paye.

Les dockers de Bordeaux

La grève des dockers de Bordeaux continue. Le silence de la presse aussi... Cette grève magnifique dure depuis le 8 novembre et les dockers sont décidés à lutter jusqu'au bout!

Cent dockers qui avaient été embauchés à 7 heures par la Compagnie Générale Transatlantique, ont débauché à 8 heures, pour reprendre le travail une heure après et l'arrêter de nouveau en restant cette fois, sur le navire.

GRÈVE AUX U. S. A.

Le cœur de la Virginie occidentale qui renferme de riches mines de charbon est paralysé depuis douze semaines : les mineurs américains sont en grève. Cinq d'entre eux, pères de famille nombreuse, ont été arrêtés, accusés d'avoir fait sauter à la dynamite un train de charbon, ce qui aurait provoqué la mort du chauffeur. La tactique du sabotage est employée par les grévistes dans certaines conditions: c'est une arme. Pourtant il se pourrrait que le F.B.I. (police américaine) ne soit pas étranger à l'affaire et ait provoqué la mort d'*un travailleur* pour discréditer les travailleurs en grève, donc dans leur droit.

Le gérant : Robert JOULIN

Impr. Centrale du Croissant 19, rue du Croissant, Paris-2e.

Quand les bonzes syndicaux défendent les flics !

La « Fédération indépendante de la police », à la suite de son Comité national du 19 novembre a protesté contre le soi-disant déclassement des fonctionnaires de la police et présenté ses revendications : parités de traitements, revalorisation de la fonction policière !...

Chaque travailleur sait en effet que les flics, comme les magistrats et les militaires de carrière, sont réduits au minimum vital. On leur a bien accordé une indemnité spéciale pour compenser leurs lourdes « responsabilités » et les risques entraînés par leur dur « labeur ». Mais ces vaillants gardiens de la société capitaliste ne peuvent se satisfaire d'une si médiocre récompense.

Cependant notre histoire réserve aux ouvriers et fonctionnaires une tragique révélation ; la Fédération indépendante de la police signale que, convoqués au Comité national, les représentants de la C.G.T., C.F.T.C. et C.G.T.-F.O. ont approuvé et promis de défendre le programme revendicatif ci-dessus !

Décidément, les Frachon, Bouladoux, Bothereau en dignes élèves de la défunte crapule Jouhaux, abandonnent toute retenue dans leur trahison des intérêts ouvriers. Nos bonzes apportent leur appui au « syndicat » des flics ! Réformisme, collaboration de classes, sabotage des grèves : les directions syndicales bureaucratisées et soumises aux jésuites ou aux partis dits ouvriers continuent leur œuvre antiouvrière et contre-révolutionnaire.

Camarades ouvriers, lorsque vous recevrez des coups de matraque, encaissez-les sans broncher et tendez l'échine : vous manifesterez ainsi votre solidarité avec ces pauvres policiers surexploités et vous obéirez à la discipline syndicale !

Réservez votre colère à vos dirigeants syndicaux qui vous trahissent en s'engraissant de vos cotisations. Il faudra bien qu'ils cèdent la place aux militants révolutionnaires pour que le syndicat redevienne ce qu'il aurait dû toujours rester : l'instrument de la lutte sans merci des prolétaires, contre tous leurs exploiteurs, pour la suppression du salariat et l'abolition de la société de classes !

Au sabotage de l'action ouvrière, nous répondrons : solidarité prolétarienne contre les exploiteurs ! A bas les flics ! Vive le programme ouvrier de la F.C.L.

G. S.

Lock-out chez Dunlop !

Chez Dunlop, à Montluçon, la direction a fermé, samedi dernier, les usines qui occupaient 5.000 ouvriers ! L'impasse des négociations entre représentants exploiteurs du trust et grévistes de l'atelier de mélange a amené cette décision patronale : le lock-out ! 5.000 gars sur le pavé ! Une convocation « individuelle » serait peut-être envoyée pour la reprise.

Les travailleurs de chez Dunlop refuseront de rentrer individuellement : tous ensemble ou rien.

Grève dans le bassin des Cévennes

Depuis plusieurs mois, la situation du groupe nord des houillères du bassin des Cévennes est devenue critique. De graves menaces pèsent sur le puits de Brissad, à Rochesadoule, dont le démantèlement a commencé.

A l'annonce de l'enlèvement des pompes du puits de Robiac les ouvriers de Rochesadoule ont refusé de travailler. Le mouvement a été suivi à la quasi-unanimité. Seize mineurs de fond seulement sur cent seize se sont présentés à leur poste le 25 novembre.

L'agitation continue.

LE CONGRÈS DE FORCE OUVRIÈRE

Mise en accusation des dirigeants traitres

LE mécontentement des syndiqués de base a été exprimé par de nombreux délégués, de la région parisienne comme de la province. L'attitude de la direction confédérale pendant ces deux dernières années, résumée dans le rapport moral de Bothereau, présente en effet une suite de trahisons : politique antiouvrière de collaboration de classes et de soutien du capitalisme, anticommunisme sans bornes, digne de « Paix et Liberté », prise de position pour la C.E.D. c'est-à-dire pour le réarmement, trahison des grèves d'août, sabotage de toute action ouvrière ! Bothereau dans le rapport moral ne daigne pas parler des grèves d'août, sous prétexte qu'elles ont été largement commentées et examinées par la C.C.N. de septembre 53 !

Les critiques les plus virulentes ont porté sur l'ordre de reprise du travail en août, sur la prise de position cédiste et le refus de l'unité d'action.

Hébert, secrétaire de l'U.D. de la Loire-Inférieure, a critiqué la fin « prématurée » des grèves d'août et le refus de la grève générale. Sidro, secrétaire de la Fédération des Employés, dénonce la politique de soutien du capitalisme, en particulier l'association à la reconversion, au seul détriment des travailleurs. Pour Gibelin (Employés, Tours), « il faut que notre opposition s'affirme dans l'action à l'égard du patronat, comme à l'égard de l'Etat. Il faut choisir une troisième voie n'épargnant ni les staliniens, ni les gouvernements ». Cette position se rapproche quelque peu du 3e Front révolutionnaire préconisé par la F.C.L. Rino, des Employés, attaque Le Bourre sur son article pour la C.E.D. dans *Le Figaro;* il exprime également l'opinion que l'unité d'action est nécessaire dans les luttes revendicatives. Mme Boireau (Organismes sociaux) regrette qu'en août 53 le mot d'ordre de grève générale n'ait pas été lancé.

Ces quelques exemples, parmi les multiples attaques subies par le Bureau confédéral, mettent en évidence le profond désaccord de la base avec la politique antiouvrière de feu Jouhaux et de ses dignes continuateurs.

Bothereau répondant aux critiques affirme avec une mauvaise foi évidente que « nul n'aurait osé lancer un ordre de grève générale » en août. Pourtant là où les responsables locaux prirent l'initiative d'appeler à l'action générale comme à Nantes, Angers et ailleurs, la grève fut totale dans le secteur public comme dans l'industrie, avec cortèges et manifestations de rues. Seuls l'absence d'ordre de grève générale puis l'ordre de reprise aux postiers et cheminots empêchèrent l'extension d'un mouvement ouvrier gigantesque.

Mais M. Bothereau, sans doute aviez-vous compris que la poussée du prolétariat risquait de vous balayer et de menacer le système économique lui-même !

Malgré les critiques violentes et répétées des minoritaires, le rapport moral a finalement été adopté par 9.309 mandats contre 1.195, avec 434 abstentions. L'existence d'une opposition aussi importante démontre que les syndicalistes sincères prennent de plus en plus conscience des véritables intérêts ouvriers et du rôle néfaste des bureaucraties freinant tout mouvement de masse. Les grèves d'Allemagne et d'Angleterre viennent de confirmer la nécessité pour les travailleurs de pouvoir à tout instant contrôler et révoquer leurs responsables à tous les échelons.

La situation actuelle des syndicats réformistes ou bureaucratisés démontre l'impossibilité de transformer la société actuelle par des réformes. La classe ouvrière n'obtiendra que les avantages arrachés par l'action directe bourgeois ou soi-disant populaire et contre les capitalistes. C'est aux communistes libertaires à redonner aux luttes ouvrières leur sens révolutionnaire comme le souhaitait un délégué du congrès F.O., Marcel Chausse (Métaux, Saint-Etienne). Refusons toute collaboration de classes, n'attendons notre salut ni des réformistes, ni des patriotards du soi-disant parti communiste. Luttons pour des revendications claires avec pour seul souci l'intérêt immédiat de la classe ouvrière et pour but la révolution communiste libertaire.

Faisons triompher le programme ouvrier de la F.C.L., dans l'unité de la classe ouvrière, contre les diviseurs et les exploiteurs.

Travailleurs, venez grossir les rangs de la Fédération Communiste Libertaire, seule organisation capable de réaliser la société sans classes et sans exploiteurs !

G. SIMON

La bombe H, menace pour l'humanité

(*Suite de la première page.*)

sion de bombe à fission ou de bombe thermonucléaire dépasse largement les possibilités actuelles d'en calculer théoriquement les effets avec précision. »

Nous ne pouvons rendre compte de tous les détails techniques de cette communication.

M. Ch.-N. Martin étudie notamment la formation d'acide nitrique dans l'atmosphère qui « pourrait acidifier l'eau de pluie et dérégler le métabolisme des plantes ».

M. Ch.-N. Martin étudie ensuite les effets climatiques : chutes de pluies, tempêtes provoquées par les poussières et les ions radioactifs projetés dans la haute atmosphère par les explosions :

« *Régimes des vents modifiés par le déséquilibre local du processus d'évaporation et de variation de température moyenne.* »

Entre autres effets de la radioactivité M. Ch.-N. Martin signale « *l'indésirable augmentation dans la matière vivante du taux de l'isotope radioactif du carbone : C 14.* »

Les expériences récentes portant sur 10 bombes H équivaudraient à un nombre de 1.000 à 2.500 bombes atomiques du type Hiroshima-Nagasaki.

« *Toute augmentation du nombre d'explosions entraînera « un déséquilibre croissant parmi les conditions naturelles auxquelles le règne vivant s'est lentement adapté.* »

... « *Je n'ai pas de conclusions à apporter, dit-il enfin. Je me contente de dire ce que je pense objectivement et de jeter un cri d'alarme : nous avons atteint la limite du danger.* »

La presse bourgeoise n'a pas osé passer sous silence les déclarations de M. Martin. Elle a néanmoins essayé de les opposer aux déclarations officielles (rassurantes) américaines.

Le journal le plus écœurant fut sans conteste « Combat » qui osa titrer :

— le 20 octobre : « L'INDUSTRIE ATOMIQUE ET LA DEGENERESCENCE DE L'ESPECE » ;

— le 23 octobre : « Pour des armements atomiques français », campagne en faveur de la guerre atomique avec pour sous-titre « LA FRANCE PEUT ET DOIT DONC POSSEDER DES BOMBES ATOMIQUES ».

Nous reviendrons dans un prochain article sur les intérêts financiers qui se cachent derrière cette campagne « pour des armements atomiques ».

*

Félicitons M. Charles-Noël Martin pour sa prise de position courageuse, d'autant plus courageuse que l'on connaît le MacCarthysme qui sévit tant au Commissariat à l'Energie Atomique, qu'au Conseil National de la Recherche Scientifique, et dans les Universités.

Mais les maîtres des destinées du monde entendront-ils son appel ? Nous en doutons. Le régime capitaliste, avec ses contradictions, est capable de faire sauter le monde dans les derniers spasmes de son agonie.

Des avertissements solennels comme celui de M. Ch.-N. Martin sont insuffisants. Ils ne peuvent être efficaces que dans la mesure où ils sont appuyés par un regroupement *actif* des savants, des intellectuels, des techniciens, aux côtés du prolétariat, dans la seule organisation révolutionnaire internationale capable de faire échec à la guerre : l'Internationale Communiste Libertaire.

Leurs soucis pour les aveugles

Le 2 août 1949 une loi fut votée qui accordait une maigre indemnité aux aveugles et grands infirmes qui n'étaient ni mutilés de guerre, ni mutilés du travail.

Un peu d'espoir vint dans des familles de travailleurs douloureusement frappées. Les mois passèrent ; les intéressés ne touchaient pas un sou. En janvier 1950 enfin fut pris le règlement d'administration publique pour l'application de cette loi. Mais les aveugles continuèrent à ne rien toucher ; toutes les mairies répondaient : nous n'avons pas encore reçu les imprimés (!) C'est seulement un an après, en août 1950 que les maigres indemnités commencèrent à être versées.

Dernièrement il fut annoncé que l'allocation à la tierce personne allait être augmentée de 5.000 fr. avec rappel de janvier 1954. Ainsi un peu d'espoir vint à ceux qui devaient vivre avec 13.766 fr. par mois. Finalement le gouvernement Mendès vient de décider qu'il ne paiera cette allocation qu'aux assurés sociaux; les autres, c'est-à-dire l'immense majorité de ceux prévus par la loi du 2 août 1949, n'auront qu'une aumône provisoire à partir de janvier 1955.

Naturellement, vous ne trouverez pas la moindre campagne à ce sujet dans la presse ouvrière, l' « Humanité » comprise. L'entretien secret de l'ambassadeur soviétique avec le dictateur de Gaulle n'a évidemment pas porté sur cela.

La vérité sur les événements d'Algérie

(*Suite de la première page.*)

LES ALLIÉS DU COLONIALISME

NOUS ne pouvons passer sous silence qu'au Congrès de la Presse le sénile Bayet a, dans son discours, parlé d'union indissoluble entre la France et l'Algérie, ce qui montre qu'on peut être à la fois champion officiel du laïcisme et du colonialisme. Mais le comble de l'ignominie a été atteint par la majorité du Congrès F.O. et également le pontifiant secrétaire du Syndicat national des Instituteurs, Forestier, qui reprenant l'argumentation du sinistre Mitterrand, écrit dans *l'Ecole Libératrice (?)* du 26 novembre :

« *La situation en Afrique du Nord pèse lourdement en nos pensées. D'autant que certains, par une vue simpliste, la ramènent pour les trois pays nord-africains aux mêmes données. Or, elles s'avèrent différentes selon qu'il s'agit de la Tunisie, du Maroc et bien plus encore de l'Algérie qui constitue, elle, trois départements français. Qu'il y ait des causes internes à la tragédie présente de l'Algérie, notamment celles relevant de conditions économiques et sociales, nul ne le contestera et nos camarades de là-bas les ont maintes fois dénoncées. Mais qu'il y ait aussi un jeu d'influences internationales ressort avec évidence et constitue l'élément moteur actuel. Les actes de terrorisme, appuyés sur le fanatisme religieux, frappant aveuglément des victimes innocentes, ne peuvent qu'accentuer l'éloignement des différents éléments ethniques constitutifs de la population algérienne. Une vie normale en Algérie, novation sociale et économique comprise, postule au contraire le rapprochement de ces éléments pour la recherche d'une solution démocratique, pour le bien de tous les Algériens.* »

Cependant que, dans le même bulletin, on raconte à la façon des colons la mort de l'instituteur Monnerot (nous avons donné ici des précisions à ce sujet, voir *Lib* n° 404) et que l'on se tait pudiquement sur les femmes et les enfants indigènes massacrés.

On ne s'étonnera pas, après cela, des insanités prononcées au cours de la séance du Sénat sur l'Algérie et que nous retrouverons bientôt à l'Assemblée.

Service de librairie

Cette semaine, vous lirez :

TITRES NOUVEAUX

Les justes causes	J.-L. Curtis	750
Clochemerle Babylone	G. Chevallier	600
Ouragan sur le Caine	H. Wouk	792
Missa sine Domine	Ernst Wiechert	750
Les enfants Jéromine	» tome 1	600
	» tome 2	525
La grande permission	»	460
La passion de Sacco et Venzetti	H. Fast	450
Vignette pour les vignerons	J. Prévert	360
Proudhon (textes choisis)	A. Marc	330

Vient de paraître :

Collection « LE THEATRE ET LES JOURS » : T.N.P.

Jean-Gaspard Debureau	T. Rémy	585

Dans la même collection :

Firmin Gémier	P. Blanchart	585
Charles Dullin	L. Arnaud	585
André Antoine	M. Roussou	585

Collection : LES GRANDS DRAMATURGES

Chaque volume contient une étude des moyens d'expression propres au dramaturge, une biographie, des textes choisis, un répertoire des mises en scène, une bibliographie et des illustrations.

OUVRAGES PARUS :

Jacques Audiberti	Molière	360
J. Duvignaud	Buchner	360

ATTENTION !!!

La Revue du Théâtre National Populaire (T.N.P.) vient de publier son n° 9	Frs	150
Le bonheur intime (vers la procréation consciente et la maternité joyeuse)	Dr Naguib Riad	570

Augmenter le montant de la commande de 20 % jusqu'à 200 francs ; 15 % de 200 à 500 francs. 10 % de 500 à 1.000 francs. AU-DESSUS, ENVOI FRANCO.

Réclamer notre catalogue de Librairie, 15 francs franco.

DES PROMESSES DU GOUVERNEMENT A NOS MOTS D'ORDRE

MITTERRAND a promis l'application du statut de l'Algérie adopté... *il y a sept ans.* Il a été jusqu'à dire qu'il instaurerait l'égalité ! Sans doute le néo-colonialisme « éclairé » n'est-il pas avare des promesses les plus mirifiques, mais nous devons observer en tout cas que le soulèvement actuel aura plus fait en quelques jours, pour attirer l'attention du monde sur la misère du peuple algérien, que des années d'agitation tolérée. Mitterrand, et ses pareils, par leurs promesses soudaines, reconnaissent l'efficacité de ce qu'ils appellent pourtant le « terrorisme » et qui aura enfin contraint l'impérialisme à reconnaître qu'il existe un problème algérien.

Mais la lutte ne s'arrêtera pas devant des paroles « d'apaisement » accompagnées d'ailleurs de mesures de force.

Le peuple algérien continue sa lutte héroïque. Notre tâche est claire : barrer la route à l'impérialisme et à la répression, constituer des Comités de lutte anticolonialistes dont la tâche sera essentiellement de se dresser contre toute tentative de renouveler la répression sanglante de 1945 et d'exiger le retrait du contingent et de toutes les troupes d'occupation d'Afrique du Nord.

Le Lib P. T. T.

n° 4 vient de paraître

Journal mensuel, le numéro : 20 fr.
Abonnements : 6 mois, 100 fr. ; 1 an, 200 fr.
Abonnements de soutien : 6 mois, 250 fr. ; 1 an, 500 fr.
C.C.P. : R. Joulin 5561-76.

Elections municipales à la Franco !

Des élections municipales viennent d'avoir lieu dans toute l'Espagne. Sous le régime fasciste, les conseils municipaux sont formés de trois groupes : les « représentants des familles », les « représentants des syndicats » (phalangistes) et les « représentants des professions libérales ». Chaque groupe compose un tiers du Conseil municipal. Dimanche 21 octobre avait lieu l'élection du tiers familial (les chefs de famille). A Madrid, naturellement, la liste de la Phalange a été élue.

A Barcelone, à Pampelune, à Téruel, le « triomphe de Franco a été magnifique » : aucune liste concurrente n'ayant été autorisée, même pas celle des monarchistes, le scrutin a été jugé inutile ; la liste de la phalange a été proclamée élue d'office.

Comme on le voit, c'est un brillant succès du dictateur d'Espagne, dont les relations mi-secrètes avec Mendès-France sont maintent connues.

Parbleu : « qui se ressemble s'assemble ».

SOUSCRIVEZ POUR LE "LIB"

De nombreux camarades n'ont pas encore rempli leur engagement vis-à-vis de la souscription exceptionnelle puisque jusqu'à présent nous n'avons recueilli que la somme de 13.000 fr.

Allons, camarades, tous un effort ! Ce n'est pas le moment d'abandonner le « Lib » alors que la répression s'abat et que nous avons besoin de rassembler toutes nos forces pour tenir le coup et aller de l'avant !

LA GESTION.

DE NOVEMBRE

François M.	500	Bardot	500
Genaudet	500	Favier	500
Réveillac	500	Dubois	500
Simon	1000	M. Pont	1000
Fassot	500	Roger G.	500
Sicort	500	Dumas, Jeanne C., Rivière	5000
Lalle	500		
Charice	500		
Tranier	500		13,000

Mendès-France sur le déclin

(*Suite de la première page*)

La partie n'est pas du tout gagnée, un renversement des alliances est plus que probable. Ne serait-ce que la visite de courtoisie que l'ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris a faite à de Gaulle en se rendant à Colombey-les-Deux-Eglises. Depuis de Gaulle a réaffirmé sa politique de pourparlers entre l'Est et l'Ouest avant toute ratification des accords de Paris et de Londres, sans pour cela s'élever contre le réarmement, car les tenants des deux blocs et leurs gouvernement satellites ne se livrent une petite guerre de crocs en jambes que pour faire croire aux peuples qu'ils dominent, qu'ils oppriment, tout leur désir de paix, mais d'une paix casquée, où chacun fait un effort constant pour accroître son potentiel de guerre. Les régimes des blocs U.S.A. et U.R.S.S. ne peuvent survivre que par une économie de guerre. La conférence de Moscou nous confirme cette nécessité et l'appel des dirigeants de l'U.R.S.S. à un réarmement de l'Allemagne orientale n'est pas fait pour faire face aux menaces occidentales, mais parce que l'Allemagne orientale se débat dans une situation économique inextricable.

Faisant fi de la volonté de tous les travailleurs, ceux de ce pays, comme ceux d'Allemagne, les électeurs de Hesse et de Bavière et le rassemblement de Nuremberg appuyé par les syndicats allemands le confirment, tout comme la volonté des travailleurs de l'U.R.S.S. s'opposant au réarmement, les gouvernements en proie à la hantise de disparaître veulent précipiter les peuples à une nouvelle tuerie mondiale. Mendès-France n'échappera pas au verdict populaire, car il est l'ennemi de la classe ouvrière, l'ennemi de la paix.

Contre la répression colonialiste

(*Suite de la première page*)

nous assurent de leur appui dans la lutte à mener contre l'arbitraire »... Signalons que ces comités ont protesté publiquement contre la saisie de notre journal.

Le P.C.I. nous assure de son entière solidarité et de son accord pour une action commune. Nous le remercions d'avoir publié notre communiqué.

La F.A.R. (Abondancistes révolutionnaires) se déclare d'accord pour participer au Comité.

Le groupe « Socialisme ou Barbarie » est en plein accord pour sa participation au Comité.

Nous avons également reçu des témoignages de sympathie des responsables et militants de divers syndicats *C.G.T. minoritaires F.O.* et des *P.T.T. autonomes.*

Enfin, de nombreux sympathisants F.C.L. nous ont fait part de leur volonté de se lier plus étroitement à notre lutte.

*

Il faut faire vite. Il faut beaucoup d'argent. La première réunion pour la constitution du Comité de Lutte contre la Répression Colonialiste est prévue pour la semaine qui vient. Nous tiendrons nos camarades, nos lecteurs, au courant.

Et nous demandons à NOS GROUPES, à NOS MILITANTS, AUX LECTEURS DU *LIBERTAIRE*, de prendre l'initiative ou de constituer sur place, localement et dans le cadre de l'entreprise des Comités de Lutte contre la Répression Colonialiste. Signalons qu'un de ces Comités est en formation, grâce à l'initiative des nôtres, à l'aéroport d'Orly.

EN AVANT ! REPONDEZ A NOTRE APPEL, SOUSCRIVEZ 2).

(2) *Des listes de souscription sont à votre disposition. Nous les réclamer.*